Politiste

Interview avec M. Adrien Thomas, politiste auprès du CEPS/INSTEAD, unité REPREM

Décrivez-nous vos activités au sein de l'unité REPREM (Relations professionnelles et emploi) ?
Dans mes activités, je me concentre sur deux grands volets : les évolutions du marché du travail et le suivi des relations professionnelles, c'est-à-dire de l'ensemble des rapports entre salariés, employeurs et Etat. Concrètement, cela veut dire travailler sur des dossiers tels que le travail transfrontalier, le travail intérimaire, la formation professionnelle ou encore la négociation collective dans les entreprises ou au sein de la tripartite. On suit l'actualité, collecte des données, mène des enquêtes de terrain et présente les résultats de ses travaux à travers des rapports, des articles ou des présentations orales.

Quel est le déclic qui vous a donné envie d'exercer ce métier ?
L'actualité politique et sociale m'a toujours passionné. Paradoxalement, devenir politiste a été à la fois une manière d'aller au bout de cet intérêt, tout en gagnant la distance par rapport aux événements qui est indispensable à l'analyse.

Y-a-t'il une différence entre le métier de politiste et celui de politologue ?
Les noms de politiste et de politologue sont interchangeables. Ils désignent tous les deux le spécialiste de la science politique.

Aviez-vous une idée de ce que vous alliez faire après vos études de sciences politiques ?
En débutant ses études, on a souvent une idée un peu imprécise des débouchés possibles. Au début, je me destinais plutôt au journalisme. Au fur et à mesure de mes études, j'ai eu de plus en plus envie d'analyser les faits politiques et sociaux en profondeur et de commencer à faire de la recherche.

Quelles sont les qualités requises pour devenir chercheur en sciences politiques ?
Une bonne connaissance des acteurs politiques et sociaux au Luxembourg est indispensable. Une certaine autonomie intellectuelle est également nécessaire afin de savoir aborder des sujets de recherche nouveaux. Finalement, de bonnes capacités de rédaction et de synthèse sont utiles dans le travail quotidien.

Où avez-vous fait vos études ?
J'ai effectué mes études à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po Paris), avant de faire mon doctorat à l'université de Paris I – Sorbonne. L'Institut d'études politiques offre une bonne formation générale, alors que l'université de Paris I est en pointe en ce qui concerne les thèmes de recherche qui m'intéressent le plus (sociologie politique et sociologie de l'action collective). J'ai en outre eu l'occasion effectuer des séjours d'étude de six mois chacun à New York et à Berlin.

Avez-vous réalisé des stages durant vos études ?

J’ai fait des stages dans la presse écrite. Cela a été fort utile pour renforcer mes capacités rédactionnelles. Cela m’a aussi permis de me familiariser avec les grands dossiers de la politique luxembourgeoise.

A quelles difficultés majeures avez-vous dû faire face pour démarrer dans la vie professionnelle ?
Le fait de terminer une thèse, qui est vraiment un travail de longue haleine, est toujours un moment un peu stressant. On s’interroge alors parfois sur le sens du travail qu’on effectue et sur les débouchés éventuels.

Selon vous, comment va se développer ce secteur dans les prochaines années au Luxembourg ?
En règle générale, la science politique ouvre sur des débouchés diversifiés que ce soit dans le domaine de l’administration, du journalisme, des organisations politiques ou encore des ONG. En ce qui concerne la recherche, les perspectives sont relativement favorables étant donné que le renforcement de la recherche est une des priorités des politiques publiques au Luxembourg depuis plusieurs années.

Quels conseils donneriez-vous aux jeunes qui voudraient travailler dans ce domaine ?
Il est important de s’informer assez tôt sur les débouchés possibles. Souvent, on se rend compte qu’ils sont plus diversifiés qu’on ne le croit au premier abord. Pour ceux qui sont prêts à s’engager dans des études longues, la recherche peut être une possibilité, que ce soit au niveau international ou au Luxembourg.